favoriser le raffineur étranger au détriment du raffineur canadien.

L'on nous a demandé de faire partie d'une commission d'enquête que nommera le gouvernement britannique dans le but d'étudier les relations commerciales entre le Canada et les Antilles, et nous avons consenti. Ce n'est pas là un projet nouveau.

L'on se rappellera qu'il y a un an ou deux le Canada fut invité à une conférence qui eut lieu dans l'île de Barbade et qui ne devait être d'abord qu'une conférence inter-coloniale. A cette conférence où nous avions délégué M. Parmelee, l'ancien sous-ministre du Commerce, et M. A. E. Jones, un marchand d'Halifax ayant une grande expérience du commerce avec les Antilles, s'inaugura le mouvement vers de meilleures relations commerciales. Entrant dans ce mouvement, la colonie de Barbade adopta un tarif de faveur pour certains articles canadiens en y mettant la condition que le Canada, en retour, non seulement maintiendrait le tarif de faveur actuel, mais augmenterait la préférence. Comme nous pouvions difficilement traiter avec une seule de ces îles, nous n'avons pas cru devoir répondre aux propositions du gouvernement de Barbade. Cependant nous avons averti les autorités impériales, qui sont responsables du gouvernement de ces colonies de la Couronne, que si elles désiraient étudier plus murement cette question, nous étions prêts à nous joindre à une conférence qui s'enquerrait des relations commerciales entre le Canada et les Antilles, et où le Canada serait représenté. Bien que certaines négociations aient eu lieu, je ne sais pas encore qui représentera le Canada. Néanmoins le Canada aura certainement ses représentants à cette conférence. L'enquête devra être très complète.

L'on y étudiera cette question de coalition, et s'il est établi qu'elle existe, nous espérons et croyons que nos amis des Antilles comprendront que ce n'est pas ainsi qu'ils doivent répondre à nos efforts pour encourager le commerce avec cette colonie. Nous nous sommes certainement efforcés d'encourager ce commerce et nous croyions qu'en facilitant l'entrée de nos marchés au sucre des Antilles, nous tendions une main secourable à leur population, et aidions en même temps nos consommateurs en abais-

sant les droits. Comme moyen temporaire, en attendant cette enquête dont j'ai parlé. Nous voulons permettre aux raffineurs de l'Est, excepté les fabricants de sucre de betterave, d'importer au taux préférentiel du sucre brut étranger jusqu'à un cinquième au poids de la quantité de sucre raffiné que produit leurs raffineries. Nous comptons que cela leur permettra de faire face aux difficultés du moment, en attendant cette enquête qui, nous l'espérons, aura lieu l'an prochain.

M. AMES: Est-ce l'intention d'appliquer le remède avant ou après l'enquête?

L'hon. M. FIELDING: Nous croyons que les circonstances nous justifieraient de le faire dès maintenant. Si nous sommes en tous points satisfaits de l'enquête, il nous faudra probablement appliquer un remède encore plus drastique. Je crois que les renseignements que nous avons sont suffisants pour nous justifier d'accorder ce secours à nos raffineurs. Cependant, ce n'est pas notre intention de leur accorder ce privilège pour une période déterminée. Nous le leur accordons pour une période indéterminée, avec l'entente que le Parlement ne leur donne pas un droit imprescriptible, mais qu'après enquête il peut le retirer quand il voudra.

M. AMES: Par un vote du Parlement?

L'hon. M. FIELDING: Par un vote du Parlement seulement. Nous sommes d'avis que même dans le tarif le temps doit être déterminé et ne peut pas dépendre d'un simple arrêté ministériel.

Stabilité du tarif.

J'ai dit que nous n'avions pas l'intention d'apporter d'autres modifications au tarif. Nous ne voulons pas dire par là que le tarif est parfait. Je ne crois pas qu'au Canada nous ayons jamais un tarif qui ne se prête pas à la critique et dont tout le monde sera satisfait. Mais nous nous rappelons qu'il n'y a que deux ans que nous avons remanié notre tarif et nous pensons que l'idée de la stabilité des droits a son influence sur le commerce du pays. Nous croyons que les hommes d'affaires canadiens, autres que ceux qui désirent des changements particuliers pour leur propre commerce, concéderont volontiers qu'il